

monde. Cet indice porte sur des éléments tels que les soins accordés aux enfants, l'éducation, l'environnement et le traitement accordé aux malades, aux personnes âgées et aux handicapés. Tous ces facteurs sont pris en considération, et le Canada ne le cède qu'au Japon à cet égard, ce dont nous devrions tous être fiers.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Madame la Présidente, nous avons encore un million d'enfants qui vivent dans la pauvreté au Canada; le ministre pourrait peut-être expliquer ce fait.

[Français]

De récentes déclarations de ministres nous démontrent bien que ce gouvernement ne comprend rien à la pauvreté des Canadiens et des enfants de la nation. Par trois fois, des banques d'alimentation de Montréal ont demandé au premier ministre de leur rendre visite, et par trois fois, il a refusé. Je demande donc encore une fois ceci au vice-premier ministre et à ses collègues: Vont-ils prendre l'engagement de rendre visite aux gens des banques d'alimentation et des refuges pour sans-abri afin de constater par eux-mêmes les effets de leurs politiques fiscales?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, j'ai signalé que le gouvernement fédéral avait dépensé 7,5 milliards de dollars pour ces programmes.

J'ai déjà fait remarquer également à la Chambre qu'au chapitre des transferts aux provinces, qui contribuent à couvrir des dépenses liées aux programmes de bien-être social, de santé et d'éducation, le total des paiements est passé de 25,6 milliards en 1984-1985 à 38,1 milliards en 1992-1993. Madame la Présidente, il s'agit là d'une augmentation de 12,5 milliards au cours de cette période, et nous l'avons consentie à un moment où nous subissions des pressions financières extrêmement fortes.

Et l'inflation? demande le député. Je voudrais qu'il me dise qui il voudrait imposer, et à quel taux, pour fournir cette aide additionnelle. Il est facile de se lever à la Chambre pour demander qu'on dépense davantage, mais il n'est pas si facile de dire où l'on trouvera les fonds nécessaires, comment s'y prendre pour les réunir et qui imposer pour faire grossir les recettes. S'il pouvait nous donner ce genre d'information, je la prendrais volontiers en considération.

Questions orales

L'ÉCONOMIE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Madame la Présidente, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Il y a à peine un an, le 12 octobre 1990, le premier ministre a dit, et je cite:

Nous avons provoqué un ralentissement. M. Wilson l'a dit dans son budget de février. Regardez le budget. C'est clair comme de l'eau de roche.

Hier, le ministre des Finances a admis que les prévisions budgétaires étaient erronées et que le taux de chômage serait beaucoup plus élevé cet hiver qu'on ne l'avait prévu.

Une voix: Quelle honte!

M. Chrétien: C'est donc très clair. Je plains le ministre des Finances qui doit prendre la parole chaque jour à la Chambre pour essayer de défendre le budget de son prédécesseur, bien que ce soit une tâche impossible.

Nous voulons simplement que le ministre mette de l'avant ses propres politiques, et nous lui donnerons le bénéfice du doute. Nous croyons qu'il pourrait faire du meilleur travail que son prédécesseur, ce qui ne serait pas très difficile.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, la situation économique au Canada doit être examinée dans le contexte de ce qui se passe ailleurs dans le monde. Le député sait que le Canada est un partenaire dans l'économie mondiale.

Je suis certain qu'il sait aussi que la croissance économique mondiale a été de 2 p. 100 en 1990. Jusqu'à maintenant en 1991, elle est de 1 p. 100, soit le niveau le plus bas depuis 1981-1982. Nous sommes entourés de pays qui connaissent de graves difficultés. Les États-Unis prévoient une croissance de 2,5 p. 100 en 1992. Dans le cas de l'Allemagne, la croissance projetée est de 1,5 p. 100. La France aussi connaît des difficultés; elle prévoit une croissance se situant entre 2 et 2,5 p. 100. En Italie, la croissance projetée est de 2 p. 100, et elle est de 1,5 p. 100 au Royaume-Uni.

Madame la Présidente, il faut examiner la situation du Canada dans ce contexte. Je crois que nous nous tirons relativement bien d'affaire comparativement aux autres pays industrialisés.